

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/UruguayPromesses-non-tenues-A-dix-mois-de-gouvernement-du-Frente-Amplio>

UruguayPromesses non tenues...A dix mois de gouvernement du Frente Amplio

- Les Cousins - Uruguay -
Date de mise en ligne : lundi 9 janvier 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Déclaration Politique : « Il faut construire et organiser une opposition à partir de principes de gauche » *

[A l'Encontre](#)

« Dette publique. Il est connu que la crise financière provoquée par l'application du modèle néolibéral a absorbé les réserves de l'État en élevant la dette en devises du secteur public à hauteur de plus de 100% du PIB. La dette extérieure est ainsi devenue un frein et l'émission de titres de la dette par l'État n'a pas été une solution. (...) Les rapports et les négociations avec les organismes internationaux [FMI, Club de Paris, de Londres] devront se baser sur des principes fermes, que ce soit en ce qui concerne la dette du pays envers eux ou envers les créanciers privés. (...) Un ajustement récessif [austérité budgétaire] effectué dans le but d'honorer la dette, par la voie de l'augmentation des impôts directs ou par la voie de la réduction des dépenses socialement nécessaires équivaldrait à payer la dette au prix de plus de faim, plus de chômage, moins de dépenses de santé et d'éducation, moins de logements dignes pour les Uruguayennes et les Uruguayens, générant ainsi plus de pauvreté et de conflits sociaux. » (« Grandes Lignes Programmatiques pour le Gouvernement 2005 - 2010 », adoptées par le IVe Congrès Extraordinaire du Frente Amplio -FA-, décembre 2003.)

Même cette proposition, limitée et insuffisante, n'a pas été respectée. Même cette timide résistance au FMI, qui avait été annoncée, a été abandonnée. En revanche, le 8 juin 2005, à Washington, le gouvernement présidé par [le socialiste] Tabaré Vázquez - et géré par le Ministre de l'économie Danilo Astori - a fini par se subordonner aux conditions que les institutions financières internationales lui ont imposées. La Lettre d'intention signée [par le gouvernement d'Uruguay] à l'intention du FMI approfondit la continuité du programme néolibéral : l'hypothèque qui pèse sur la souveraineté nationale s'alourdit encore.

Pour le peuple, c'est toujours la même chose : compression salariale, travail précaire, chômage et pauvreté. Le simple fait que le gouvernement consacre 0,7 % du PIB à « l'urgence sociale » et, à l'opposé, sept fois plus (!) pour payer les créanciers internationaux (banquiers, spéculateurs, institutions financières internationales) montre la nature du gouvernement progressiste.

Comme si cela ne suffisait pas, le 20 mai 2005, date significative dans l'histoire des luttes démocratiques et populaires [20 mai 1976, assassinat en Argentine - dans le cadre du Plan Cóndor - du sénateur Zelmar Michelini, du député Héctor Gutiérrez Ruiz et de 2 autres citoyens uruguayens] le gouvernement a pondu un décret qui ignore la volonté majoritaire, exprimée le 31 octobre 2004 [date du référendum], de non-privatisation de l'eau. Dans de telles conditions, les promesses de « justice sociale » et de « pays productif » tombent à l'eau, laissant ainsi la place, d'une part, aux intérêts des classes possédantes qui exigent une « rentabilité » accrue, et, d'autre part, au « climat d'affaires » imposé par les capitalistes étrangers qui souhaitent « investir ». C'est pour cela que l'attitude [laxiste et favorable] du gouvernement face aux multinationales de la cellulose [papier], même au prix de détruire l'environnement et de contaminer des villes entières, ne surprend pas.

Le budget quinquennal (voté par tous les parlementaires du FA) est le corollaire de l'absurdité progressiste. Non seulement parce que l'ajustement se fait vers le bas, parce qu'il y a gel des salaires et réduction de l'investissement public, mais parce qu'il s'adapte de manière soumise aux exigences en termes de politique budgétaire et fiscale du FMI et qui ne tient aucun compte des besoins réels du pays et du peuple. Les prochaines mesures qui se préparent vont dans le même sens. La supposée « réforme des impôts » maintient l'impôt sur les salaires, touchant ainsi les couches moyennes et les petits et moyens producteurs, alors qu'il laisse intact le patrimoine des grands capitalistes. C'est donc une réforme qui poursuit la dévalorisation de la force de travail et continue aussi la politique expropriatrice du néolibéralisme.

Une fois le terrain ainsi balisé, le gouvernement s'apprête à avancer dans la privatisation des entreprises de l'État, sous l'euphémisme de la formule « association public-privé », à avancer aussi dans l'autonomie de la Banque Centrale (comme l'exige le FMI) et dans la « rationalisation » (comme l'exigent la Banque interaméricaine de développement - BID - et la Banque Mondiale -BM) des ressorts stratégiques nécessaires à un développement souverain (ressources naturelles, énergie, télécommunications, services municipaux, etc.).

A ces aspects, en rapport avec l'économie et la production, s'ajoute la capitulation du gouvernement face à l'impérialisme étatsunien : participation aux manoeuvres militaires UNITAS [manoeuvres des forces navales d'Amérique du Sud, sous direction des forces navales étatsuniennes], envoi de troupes d'occupation à Haïti et acceptation de toutes les clauses coloniales du Traité de Protection des Investissements signé avec les États-Unis. Ce dernier est un vrai outil de domination qui viole notre Constitution, bafoue notre souveraineté, ignore la libre détermination des peuples et la volonté populaire en ce qui concerne l'eau et les entreprises publiques.

Dans cette perspective d'opposition, à partir de positions de gauche et de rupture radicale avec le programme et la stratégie progressiste, la lutte pour les droits démocratiques et contre l'impunité occupent une place centrale. La répression à la Ciudad Vieja [où a eu lieu une manifestation contre la venue de Bush en Amérique Latine et contre la signature du Traité avec les États-Unis] ainsi que les procès et les jugements qui criminalisent la lutte sociale, montrent que l'appareil répressif et le pouvoir judiciaire continuent d'être au service d'un régime politique de domination de classe qui va au-delà des changements gouvernementaux, tout comme l'impunité du terrorisme d'État garantit l'existence même du noyau dur de l'appareil étatique : les forces armées.

Juger et condamner les voleurs, les tortionnaires et les assassins de la dictature est non seulement un devoir éthique au nom de la vérité et de la mémoire de nos morts et de nos disparus, c'est un impératif politique : il n'y a pas de démocratie sous tutelle militaire, il n'y a pas de démocratie sans démantèlement de l'appareil répressif. C'est pour cela que la lutte pour l'Annulation de la Loi d'Impunité [loi qui garantit le non-jugement des responsables de tortures et de crimes pendant la dictature militaire] possède un caractère stratégique pour le mouvement ouvrier et populaire, pour le développement de son organisation et de sa mobilisation, pour la continuité de la lutte contre les capitalistes qui brandissent la menace permanente de la répression. Et c'est, en même temps, la principale bataille contre toute tentative de tourner la page et de mettre, ainsi, un « point final ».

Face à cela, les luttes sociales et la résistance populaire sont la seule alternative. Elles doivent faire face à l'arrogance des patrons contre les travailleurs ; elles doivent dénoncer le chantage des organisations patronales qui refusent d'accepter la plus petite avancée dans le domaine des droits syndicaux et de mener la lutte contre le programme économique du gouvernement et du FMI. La résistance ouvrière et populaire - qui s'est déjà manifestée ces derniers mois : des occupations de lieux de travail, des grèves, des centaines de nouveaux syndicats qui ont vu le jour, des manifestations, des « escraches » [actions de dénonciations contre les tortionnaires d'hier voire contre des personnalités d'aujourd'hui] des caravanes, des campements et d'autres formes de protestation - se développera dans la mesure où le modèle néolibéral continuera de régner. C'est dans ce sens que nous insistons - et nous continuerons d'insister - sur le besoin urgent de construire et d'organiser une opposition sur des principes de gauche, un bloc politique et social contre l'oligarchie, de caractère anti-impérialiste, anticapitaliste qui devienne, dans la lutte, un outil qui propose et qui se batte pour un programme alternatif, de transformations profondes et révolutionnaires.

VERS LA LIBÉRATION NATIONALE ET LE SOCIALISME UNITÉ DES RÉVOLUTIONNAIRES

Montevideo, 22 décembre 2005

*** Ce texte a été élaboré par :**

- ▶ COLECTIVO MILITANTE ;
- ▶ REFUNDACIÓN COMUNISTA ;
- ▶ COORDINADOR ARTIGUISTA DE LIBERACIÓN 1971 ;
- ▶ FRENTE REVOLUCIONARIO POR UNA ALTERNATIVA SOCIALISTA ;
- ▶ MOVIMIENTO REVOLUCIONARIO ORIENTAL